Burundi : Deux ans sans nouvelles du journaliste Jean Bigirimana

La Libre Belgique, 26 juillet 2018Burundi : Deux ans sans nouvelles de Jean Bigirimana, journaliste victime dâ€™une disparition forcÃ©ePar Rachel Nicholson / Amnesty InternationalLâ€™anÃ©antissement auxquels ont Ã©tÃ© soumis les mÃ©di burundais, autrefois dynamiques, a Ã©tÃ© lâ€™une des consÃ©quences majeures de la crise provoquÃ©eÂ par la dÃ©cision d prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer en avril 2015 unÂ troisiÃ¨me mandat controversÃ©.

Au lendemain du coup dâ€™Ã‰tat manquÃ© du 13 mai 2015 qui a suivi les Ã©lections, les forces militaires fidÃ¨les au prÃ©si se sont dÃ©chaÃ®nÃ©es contreÂ les mÃ©dias qui avaient diffusÃ© les annonces des putschistes. Ainsi, des mÃ©dias privÃ©s que Radio TÃ©lÃ© Renaissance, Radio Publique Africaine,Â Isanganiro et Bonesha FM ont Ã©tÃ© attaquÃ©s et certains partiellement dÃ©truitsÂ par les forces de sÃ©curitÃ© burundaises. Rema FM, une radio proche du partiÂ au pouvoir, a Ã©galement Ã©tÃ© incendiÃ©e par des individus armÃ©s le 13 mai,Â aprÃ¨s quâ€™un officier a ordonnÃ© au personnel dâ€™ bÃ¢timent. Beaucoup de journalistes ont fui le pays et dâ€™autres se sont cachÃ©s, maisÂ quelques-uns ont dÃ©cidÃ© de res de continuer de faire leur travail ouvertement. Jean Bigirimana, qui travaillait pour le groupe de presse Iwacu,Â Ã©tait lâ€™un dâ€™entre eux. Il est portÃ© disparu depuis le 22 juillet 2016, jour oÃ¹Â des agents soupÃ§onnÃ©s dâ€™appartenir Ã lâ€™Ag de renseignementÂ (ANR) lâ€™ont arrÃªtÃ© et soumis Ã une disparition forcÃ©e. Il Ã©tait passionnÃ© de journalisme Â«Â Je Ã©tudiÃ© le droit Ã lâ€™universitÃ©, mais sa passion, câ€™Ã©tait le journalismeÂ Â»,Â nous a confiÃ© Godeberthe Hakizima Jean Bigirmana.Â Â«Â IlÂ Ã©tait trÃ¨s sociable et travaillait Ã©normÃ©mentÂ Â»,Â a-t-elle ajoutÃ©. La disparition forcÃ©e de J un drame pour tous ses proches : ses collÃ¨gues duÂ groupe de presse Iwacu, mais surtout pour sa jeune famille.

Jean est nÃ© en 1979 dans la province de Cankuzo, dans lâ€™Est du Burundi. Lui et son Ã©pouse Godeberthe ont deux enfants. Le jour oÃ¹ il a Ã©tÃ© vu pour la derniÃ¨re fois, un de ses collÃ¨gues a reÃ§u unÂ appel anonyme lâ€™informant que lâ€™Agence nationale de renseignement (ANR)Â lâ€™avait arrÃªtÃ© Ã Bugarama, dans la province de Muramvya (Ã environ Bujumbura, la capitale). Iwacu a immÃ©diatement lancÃ© une enquÃªte Ã laquelle se sont jointes plusÂ tard la police burundaise et la Commission nationale indÃ©pendanteÂ burundaise des droits de lâ€™Homme (CNIDH) pour savoir oÃ¹ se trouvait Jean. Les enquÃªtes du journal ont abouti Ã la dÃ©couverte de deux corps dans laÂ riviÃ¨re Mubarazi Ã Muramvya en aoÃ»t 2016. Certaines personnes pensaient que lâ€™un des corps pouvait Ãªtre celui de Jean, puisquâ€™il avait Ã©tÃ© por disparuÂ dans cette province. Lorsque lâ€™Ã©quipe dâ€™Iwacu, la police, des agents desÂ services de renseignement et des membres de la CNIDH sont arrivÃ©s sur lesÂ lieux, corps Ã©taient dans un Ã©tat avancÃ© de dÃ©composition mais Godeberth pu ensuite confirmer quâ€™aucun de ces corps nâ€™Ã©tait celui de son mari. Les autoritÃ©s burundaises ont enterrÃ© les cor avoir procÃ©dÃ© Ã une identification complÃ¨te.Â La famille et les collÃ¨gues de Jean entretenaient lâ€™espoir de le retrouverÂ vivant. Cependant, lors dâ€™une conférence de presse qui a eu lieu le 5 aoÃ»tÂ 2016, la CNIDH a dÃ©clarÃ© avo vÃ©rifiÃ© tous les centres de dÃ©tention, yÂ compris les centres de dÃ©tention officiels de lâ€™ANR Ã Muramvya, sans avoir retrouver la trace de Jean. DÃ¨s lors, les autoritÃ©s burundaises sont restÃ©esÂ muettes sur le sort de Jean ce qui est source de douleur et de grande dÃ©tresseÂ pour sa famille et ses amis. Papa est-il toujours vivant ? Godeberthe a continuÃ© Ã chercher la vÃ©ritÃ© sur le sort son mari, mais elle a commencÃ© Ã recevoir des menaces de mort, y compris des appels anonymes lui demandant dâ€™arrÃªter de sâ€™exprimer sur la disparition de son Ã©poux. En juin 2017, une lettre de menace mort faisant allusion Ã sa prÃ©sumÃ©eÂ collaboration avec une Ã©quipe dâ€™enquÃªteurs de lâ€™ONU a Ã©tÃ© trouvÃ©e Lorsquâ€™elle sâ€™est rendue au poste de police pour signaler lâ€™incident, lâ€™agent qui lâ€™a reÃ§ue lui a dit de rentrer dâ€™attendre leur rÃ©ponse. La rÃ©ponse nâ€™est jamais venue. On ne peut quâ€™imaginer le traumatisme que traverse la Jean, etÂ en particulier ses enfants. Godeberthe a dÃ©clarÃ© Ã Amnesty International :Â Â«Â Jusquâ€™Ã ce jour, les enfants posent beaucoup de questions, surtout mon fils aÃ®nÃ©. La derniÃ¨re fois, il mâ€™a demandÃ© : Papa est-il toujours vivant ? J rÃ©pondu : non, il est dÃ©cÃ©dÃ©.Â Â»Â Le garÃ§on, qui nâ€™a que 10 ans, nâ€™arrÃªte pas de faire des cauchemars et a quâ€™il pensait beaucoup Ã son pÃ¨re. Godeberthe doit travailler durement pour subvenir aux besoins de sa famille. Elle a commencÃ© un petit commerce de vente de lÃ©gumes sur un marchÃ©, mais elle a toujours des difficultÃ©s Ã joindre les deux bouts. Rien nâ€™est fait pour lutter contre lâ€™impunitÃ© Lâ€™incapacitÃ© du gouvernement burundais Ã mener une enquÃ approfondie, impartiale, transparente et efficace sur la disparition de Jean est un affront Ã la vÃ©ritÃ©, Ã la justice et Ã lâ€™obligation de rendre des comptes. Bien que ce soit lâ€™un des rares cas oÃ¹ les autoritÃ©s burundaises ont dÃ©clarÃ© e officiellement de faire tout ce qui Ã©tait en leur pouvoir pour enquÃªter sur ce qui sâ€™Ã©tait rÃ©ellement passÃ©, elles ne son toujours pas en mesure de tirer certaines conclusions. Au contraire, le gouvernement du Burundi ne mÃ©nage pas ses efforts pour nier les accusations selon lesquelles le systÃ¨me judiciaire du pays ne parvient pas Ã lutter contre lâ€™impunitÃ©. est cependant difficile de croire quâ€™un systÃ¨me incapable dâ€™Ã©tablir les faits essentiels concernant une affaire aussi mÃ©diatisÃ©e que celle de Jean puisse garantir Ã sa population lâ€™accÃ¨s Ã la justice et Ã des recours efficaces. Deux ans aprÃ¨s la disparition forcÃ©e de Jean, il est important de rappeler aux autoritÃ©s burundaises leurs obligations internationales en matiÃ¨re de droits humains pour Ã©tablir la vÃ©ritÃ©, garantir lâ€™application de la justice et lâ€™obligation rendre des comptes dans le cas de Jean et dans dâ€™autres affaires similaires. Une pÃ©tition adressÃ©e au PrÃ©sident Nkurunziza est disponible sur le site dâ€™Amnesty International : amnesty.be/burundi_petition *La campagne Abacu : en 2015, Amnesty International a lancÃ© la campagne Abacu (Notre peuple) afin de rendre hommage et dâ€™honorer les victimes de violations des droits humains au Burundi. Par Rachel Nicholson, Chercheure sur le Rwanda et le Burundi Ã AmnestyÂ International

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});